

Les fractures de la mobilité dans les territoires Occitanie

Ipsos publie les résultats d'une enquête réalisée auprès de 4 000 personnes constituant un échantillon représentatif de la population active française, ayant pour objectif de mieux comprendre leurs pratiques, difficultés et attentes en matière de trajets quotidiens entre le domicile et le travail. Cet échantillon permet de détailler des résultats par région, puisqu'il compte en l'occurrence 352 personnes constituant un échantillon représentatif de la population active de la région Occitanie.

Ces résultats montrent que les personnes utilisant la voiture pour se rendre à leur travail ne le font pas forcément par choix : en Occitanie, 50% d'entre elles aimeraient se tourner vers les transports en commun mais ne le peuvent pas, soit que ceux-ci n'existent pas, soit qu'ils soient déficients. Ces personnes qui utilisent la voiture sont celles dont le budget mensuel consacré aux transports est le plus élevé, et celles dont l'employeur prend le moins souvent en charge une partie de ces dépenses ; elles en ressentent clairement plus l'impact sur leurs finances que les autres. Or, leur situation s'est encore dégradée ces derniers temps : les taxes sur l'essence ont diminué leur pouvoir d'achat, et la baisse de la vitesse maximale autorisée a augmenté leur temps de trajet. Cette enquête éclaire donc le sentiment d'abandon par les pouvoirs publics et de cumul des difficultés ressenti par une partie de la population, particulièrement en zones péri-urbaines.

Quelques chiffres clés de l'enquête :

- **80% des actifs en région Occitanie utilisent un seul moyen de transport pour se rendre au travail.**
- **81% utilisent la voiture** (personnelle ou professionnelle)
- **Seuls 14% empruntent les transports en commun**, ces derniers n'étant majoritairement utilisés qu'à Paris et en première couronne.
- **49 minutes par jour en moyenne sont consacrées aux trajets domicile-travail**, avec des disparités importantes suivant les territoires.
- **56% des actifs considèrent que leurs conditions de trajet se sont dégradées au cours des 10 dernières années et 17% les jugent inacceptables** (25% de ceux qui empruntent les transports en commun).
- **109€ en moyenne sont dépensés par mois pour les trajets domicile-travail**, ce budget atteignant même 112€ en zone rurale et 137€ en milieu périurbain. **Les ouvriers sont la profession qui dépense le plus pour ces trajets (137€ en moyenne).**
- **Peu d'alternatives existent pour réduire ce budget** : 77% des automobilistes déclarent qu'ils aimeraient pouvoir prendre les transports en commun, mais 50%, alors qu'ils le souhaiteraient, estiment que cela leur est impossible.
- **Un sentiment de vivre «un peu trop loin de tout» (26%) se développe, particulièrement en zone périurbaine (46%).**
- **Le sentiment d'abandon par les pouvoirs publics augmente : 35% pensent que les pouvoirs publics en font moins là où ils habitent.**

La voiture reste de très loin le premier moyen de transport pour les déplacements domicile-travail, même en zone urbaine

- **Pour se rendre au travail, 81% des actifs utilisent une voiture individuelle** (hors covoiturage ou autopartage). C'est particulièrement le cas pour les habitants de zones périurbaines (88%), même si les résidents urbains (77%) sont eux aussi majoritairement concernés.
- **L'utilisation des transports en commun est clairement minoritaire** (14%, 19% en zone rurale).
- **Pourtant, 50% des personnes utilisant la voiture pour se rendre sur leur lieu de travail aimeraient utiliser les transports en commun.** Mais selon 40% des habitants de la région Occitanie, cela leur est impossible. La fréquence de passage insuffisante (70%), la durée de trajet trop longue que cela impliquerait (69%) et le fait que leur lieu de travail n'est pas bien desservi (57%) sont les principales explications fournies. Ces 3 doléances montrent que l'existence de transports en commun ne suffit pas, mais que fréquence de passage, durée du trajet et desserte des lieux de travail doivent être réunis également.

Les actifs consacrent près d'1 heure par jour à leurs trajets domicile-travail

- **Le temps moyen de trajet domicile-travail aller et retour en Occitanie est de 49 minutes.** Cette moyenne masque des disparités importantes, entre ceux qui utilisent un seul moyen de transport (49 minutes) et ceux qui en utilisent plusieurs (78 minutes, soit 1h15, en moyenne).
- **1 actif sur 2 a le sentiment de perdre du temps dans ses trajets domicile-travail (50%).** Ce sentiment est plus fort chez les utilisateurs des transports en commun (68%) mais il est aussi présent chez les automobilistes (55%).

Des conditions de transport jugées majoritairement acceptables, à de notables exceptions près

- **Si pour 83% des actifs les conditions dans lesquelles ils se déplacent au quotidien sont acceptables, 17% les jugent au contraire inadmissibles**, particulièrement chez les utilisateurs des transports en commun (25%) ou encore lorsque le lieu de travail est situé à plus de 30 km du domicile (26%).
- **Même si les conditions de transport restent acceptables, elles se sont dégradées au cours des 10 dernières années selon 56% des actifs** (seuls 18% pensent qu'elles se sont améliorées, et 26% qu'elles n'ont pas changé).

Les actifs dépensent en moyenne plus de 100€ par mois pour leurs trajets domicile-travail

- **Le budget mensuel moyen consacré aux transports domicile-travail est de 109€**. Ce budget s'élève à 129€ en moyenne pour ceux qui utilisent un véhicule motorisé individuel, le principal poste de dépense étant le carburant (86€ en moyenne par mois).
- **Ce budget moyen est particulièrement élevé chez les périurbains (137€)**, plus souvent utilisateurs d'un véhicule motorisé individuel que les urbains (94€ en moyenne). Seul 1 actif sur 5 bénéficie d'une prise en charge par l'employeur de tout ou partie de ses dépenses de déplacement (18%), et les utilisateurs de transports en commun, qui ont moins de frais, sont sur-représentés parmi ces personnes bénéficiant d'une prise en charge par l'employeur (34%).
- **Or près des 2/3 des actifs (65%) considèrent que le coût de leurs déplacements domicile-travail a augmenté au cours des 5 dernières années**. S'il est compliqué de réduire son budget transport, c'est notamment parce qu'il est difficile pour 61% des actifs d'utiliser les transports en commun pour se rendre au travail (84% en zone périurbaine).

Des inégalités dans l'accès à la mobilité, révélatrices de fractures sociales

- **Le sentiment que la qualité de vie se détériore est en forte augmentation** (en Occitanie, 46% des actifs le partagent ; à l'échelle de la France, à 49%, il progresse de 14 points par rapport à mars 2017), et les conditions de transport rencontrées ont un impact important en la matière (54% de ceux dont les conditions de déplacement domicile-travail se sont dégradées au cours des 10 dernières années déplorent une détérioration de la qualité de vie).
- **Une partie croissante des actifs a le sentiment d'être abandonnée par les pouvoirs publics** (35% des habitants de la région Occitanie pensent que là où ils habitent, « les pouvoirs publics en font moins qu'ailleurs pour le bien-être des habitants » ; à l'échelle de la France, à 36%, ce sentiment progresse de 9 points par rapport à mars 2017). Cette impression est partagée **plus fortement par ceux qui jugent leurs conditions de déplacement domicile-travail inacceptables** (50%).

Des solutions comme des lignes d'autocars sur autoroutes pour améliorer la mobilité

- **60% des actifs considèrent que proposer des emplacements réservés à l'entrée des autoroutes ou voies rapides pour y laisser son véhicule individuel et prendre un véhicule partagé ou un transport en commun sur autoroute est un moyen efficace** pour fluidifier le trafic et leur permettre de rejoindre leur lieu de travail plus rapidement.
- **L'idée d'un service d'autocars sur autoroute partant d'un parking proche de chez eux et desservant un point de correspondance avec d'autres transports** séduit également les actifs de la région Occitanie (53%). Si un tel service voyait le jour, les actifs de la région Occitanie l'adopteraient majoritairement à condition qu'il respecte plusieurs critères qu'ils placent sur au même niveau d'importance : qu'il respecte ses horaires de passage (73% l'adopteraient probablement ou certainement si c'était le cas), que sa fréquence de passage soit élevée (73%), que son prix soit inférieur à ce qu'ils dépensent habituellement pour le même trajet (73%) et que le nombre d'arrêts entre le lieu de travail et le lieu de départ soit faible (72%). Le fait que ce service propose une bonne connexion, à l'arrivée, avec des moyens de transports en commun (69%) serait également crucial pour le rendre attractif à leurs yeux.

Note méthodologique: Etude réalisée par Ipsos pour VINCI Autoroutes auprès d'un échantillon représentatif (méthode des quotas) de la population des actifs français âgés de 18 ans et plus. 4000 personnes interrogées par internet du 18 au 30 octobre 2018.